

**Arrêté N° 22-DDTM85-254
approuvant la Carte Communale
de MAILLEZAIS**



Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 Solidarité et Renouvellement Urbains,

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 « Urbanisme et Habitat »,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et notamment son article 134 modifiant l'article L.422-1 du code de l'urbanisme,

Vu la loi 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

Vu la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi « ELAN »,

Vu la loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu le SCoT Sud Est Vendée approuvé le 21 avril 2021,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.160-1 et suivants, R.161-1 et suivants,

Vu l'avis favorable de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en date du 30 septembre 2021,

Vu l'avis de l'autorité environnementale au titre de l'évaluation environnementale du projet de la carte communale en date du 15 septembre 2021,

Vu le rapport et les conclusions de l'enquête publique qui s'est déroulée du 24 janvier 2022 au 23 février 2022,

Vu la délibération du conseil municipal de MAILLEZAIS en date du 04 avril 2022 approuvant la carte communale,

Considérant que les dispositions arrêtées par le conseil municipal de MAILLEZAIS respectent les principes visés aux articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme,

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer,

Arrête

Article 1 : Est approuvée la carte communale élaborée sur le territoire de la commune de MAILLEZAIS conjointement avec le conseil municipal et conformément aux documents graphiques, annexes et rapport de présentation annexés au présent arrêté.

Article 2 : En application des articles L.2113-1 du code général des collectivités territoriales et du L.422-1 du code de l'urbanisme, les autorisations d'urbanisme seront désormais délivrées par le maire au nom de la commune de MAILLEZAIS.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Article 4 : Le présent arrêté ainsi que la délibération d'approbation seront affichés en Mairie pendant un mois.

Le dossier est consultable en Mairie et en Préfecture aux jours et heures habituelles d'ouverture.

Article 5 : La secrétaire générale de la Préfecture de la Vendée, la sous-préfète de Fontenay-le-Comte, le directeur départemental des Territoires et de la Mer et la maire de MAILLEZAIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 13 MAI 2022

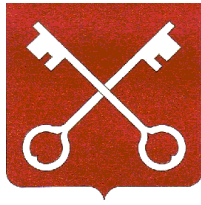
Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée,

Anne TAGAND

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT VENDÉE

MAIRIE
DE
MAILLEZAISEXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS

N° 2022/04/15

L'an deux mil vingt-deux, le quatre avril, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Mme RINEAU Annie, Maire.

Date de convocation : 29 mars 2022.

Nombre de membres :

- En exercice : 14
- Présents : 11
- Votants : 13

Présents : A. RINEAU, P. QUILLET, F. GERMONNEAU, C. GRIMAUD, D. ALRIVIE, M. LIMOGES, C. MARSAUD-GELOT, A. LUSSEAU, J. PILLET, J. GUIGNARD, F. VANDEWEGHE

Absents-Excusés : M. CHAUVET qui donne pouvoir à J. GUIGNARD, O. GAUDIN qui donne pouvoir à J. PILLET, G. GRELAUD.

Secrétaire de séance : P. QUILLET

OBJET : APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

Le Conseil municipal ;

Vu, le code de l'urbanisme et notamment les articles L.160-1 et R. 161-1 et suivants ;

Vu, la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu, la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003, relative à l'urbanisme et à l'habitat ;

Vu, la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu, la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu, la loi 2014-1170 du 13 octobre d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Vu la loi 2018-1021 du 23 novembre 2018 pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi « ELAN ».

Vu la loi 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.163-3 et suivants et R.163-1 et suivants ;

Vu, le SCOT Sud Est Vendée approuvé le 21 avril 2021 ;

Vu, la délibération en date du 13 avril 2016 prescrivant l'élaboration de la Carte Communale ;

Vu, l'avis de la MRAE n°2021APDL26 / PDL-2021-5431 en date du 15 septembre 2021 ;

Vu, l'avis simple favorable de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du 20 octobre 2021 ;

Vu, l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 29 octobre 2022 ;

Vu, la prise en compte des avis des personnes publiques associées (avis présentés dans une synthèse datant du 30 novembre 2021 apportant des réponses aux observations émises, et jointe au dossier d'enquête publique).

Vu, l'arrêté municipal n°2021-12-02 en date du 23 décembre 2021 prescrivant l'enquête publique sur le projet de Carte Communale ;

Entendu le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur du 18 mars 2022 ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique n'ont engendré aucune modification au dossier.

Considérant que le projet Carte Communale tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L. 163-6 du code de l'Urbanisme ;

Et après en avoir délibéré, avec 12 voix pour et 1 abstention, le Conseil Municipal décide ;

- ✓ **D'APPROUVER** le projet de Carte Communale tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- ✓ que conformément à l'article L. 163-7 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération accompagnée du dossier sera transmise au Préfet pour approbation;
- ✓ que conformément à l'article R.163-9 du Code de l'Urbanisme la présente délibération accompagnée, le cas échéant de l'arrêté préfectoral d'approbation de la Carte Communale, fera l'objet, à expiration du délai de deux mois donné au préfet :
 - ✓ d'un affichage en mairie pendant un mois,
 - ✓ et que mention de cet affichage sera inséré en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département
- ✓ que la Carte Communale sera tenue à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ;

Fait à MAILLEZAIS, le 7 avril 2022.

Le Maire,

Annie RINEAU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT VENDÉE		MAIRIE DE MAILLEZAIS	EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS N° 2016/04/05
--	---	----------------------------	---

L'an deux mil seize, le treize avril, le Conseil Municipal de la Commune, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Mr TALLINEAU Jean, Maire.

Etaient présents :

Nombre de Conseillers :
En exercice : 15
Présents : 10
Votants : 14
Date convocation : 07 avril 2016

Mmes RINEAU GERMONNEAU MARIE
MM TALLINEAU POUVREAU QUILLET C. GRIMAUD QUILLET P.
GUIGNARD ALRIVIE

Etaient excusés : **Mmes MARSAUD-GELOT (pouvoir à QUILLET P) BARRAUD**
MM BORDET (pouvoir à Mme RINEAU) BARREAU (pouvoir à GRIMAUD
CAILLAUD (pouvoir à QUILLET C)

OBJET : ELABORATION D'UNE CARTE COMMUNALE

Monsieur le Maire rappelle que la commune est actuellement régie par le Plan d'Occupation des Sols qui arrivera à échéance fin mars 2017.

Il est donc souhaitable que le conseil municipal réfléchisse en concertation avec les habitants, à partir des objectifs qu'il aura définis, à la délimitation de secteurs constructibles et non constructibles afin de mieux organiser et de maîtriser le développement communal ;

Dans ces conditions, il est nécessaire que le Conseil Municipal décide l'élaboration d'une carte communale.

Vu la loi du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;

Vu la loi du 2 juillet 2003, Urbanisme et Habitat ;

Vu la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.160-1 au L.163-10, et R.161-1 au R.163-9 relatifs aux cartes communales ;

Considérant que l'établissement d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal aurait un intérêt pour une bonne gestion du développement communal ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité :

DECIDE :

1 - De prescrire l'élaboration d'une carte communale sur l'ensemble du territoire communal conformément aux dispositions de l'article L 160-1 du code de l'urbanisme ;

2 - De confier la réalisation des études nécessaires à un bureau d'études privé ;

3 – De soumettre à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, les études relatives au projet d'élaboration de la carte communale, selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition du public d'un dossier d'études en Mairie, aux heures d'ouverture du secrétariat accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants,

- ~~Présentation du projet dans le bulletin municipal,~~

- ~~Sauvegarde du dossier sur le site Internet de la Commune.~~

Envoyé en préfecture le 18/04/2016
Reçu en préfecture le 18/04/2016
ID : 085-2-18501336-20160413-2016_04-05-DE

4 - de charger Monsieur le Maire de l'organisation matérielle de ladite concertation ;

5 - De donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant, marché, convention de prestations ou de services concernant l'élaboration de la carte communale ;

6 - D'inscrire au budget les crédits destinés au financement des dépenses relatives à l'élaboration de la carte communale ;

7 - De demander que M. Le Préfet de la Vendée porte à la connaissance du Maire les éléments nécessaires à l'élaboration du document d'urbanisme ;

8 - De soumettre la carte communale pour avis à la chambre d'agriculture et à la commission départementale de la consommation des espaces agricoles prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

La présente délibération sera notifiée au Préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Fait à MAILLEZAIS, le 14 avril 2016

Le Maire,



Jean TALLINEAU.

